



**GLOTTOPOL**

Revue de sociolinguistique en ligne  
n° 20 – juillet 2012

*Linguistiques et colonialismes*

Numéro dirigé par Cécile Van den Avenne

## **SOMMAIRE**

- Cécile Van den Avenne : *Linguistiques et colonialismes : communiquer, décrire, imposer.*
- Cécile Van den Avenne : *Linguistique et colonialisme, 1974-2012, un entretien avec Louis-Jean Calvet.*
- Gilles Couffignal, Michel Jourde : *Linguistique et colonialisme : la place des études sur le XVI<sup>e</sup> siècle européen.*
- Christian Lagarde : *Le « colonialisme intérieur » : d'une manière de dire la domination à l'émergence d'une « sociolinguistique périphérique » occitane.*
- El Hadji Abdou Aziz Faty : *Les enjeux du processus de grammatisation du pulaar vus à partir de la Grammaire de la langue poul (Faidherbe, 1882).*
- Aurélia Ferrari : *Des archives coloniales de Lubumbashi aux pratiques et représentations linguistiques actuelles : persistance d'un « impérialisme » linguistique ?*
- Alice Goheneix : *Stratification linguistique et ségrégation politique dans l'Empire français : l'exemple de L'AOF (1903-1945).*
- Géraldine Méret : *Le nom propre et la propriété. Quelques problèmes posés par la nomination en situation coloniale et missionnaire : le cas des Capucins français de Maragnan.*
- Cécile Van den Avenne : *« De la bouche même des indigènes ». Le statut de l'informateur dans les premières descriptions de langues africaines à l'époque coloniale.*

### **Comptes rendus**

Céline Amourette : *T. Stolz, C. Vossman, B. Dewein (dirs.), 2011, Kolonialzeitliche Sprachforschung. Die Beschreibung africanischer und ozeanischer Sprache zur Zeit der deutschen Kolonialherrschaft [Recherches linguistiques au temps des colonies. La description des langues africaines et des langues océaniques au temps de la domination coloniale allemande], Akademie Verlag, Brême, 312 p., ISBN: 978-3050051901.*

Clara Mortamet : *Sara Pugach, 2012, Africa in translation – A history of Colonial Linguistics in Germany and Beyond, 1814-1945, The University of Michigan Press, 291 p., ISBN : 978-0-472-11782-6.*

**LINGUISTIQUE ET COLONIALISME,  
1974-2012, UN ENTRETIEN AVEC LOUIS-JEAN CALVET**

**Cécile Van den Avenne  
ENS Lyon/ICAR (UMR 5191)**

Ce numéro thématique emprunte son titre à l'ouvrage historique de Louis-Jean Calvet, dont la première publication date de 1974, et qui a été l'objet de multiples rééditions (1978, 1979, 1988, 2002) et traductions (italien, allemand, serbo-croate, espagnol, galicien, coréen, japonais). Ouvrage fortement ancré dans le contexte historique qui a vu sa publication, il continue à être très cité, pour l'impact de son titre (et de son sous-titre : *Petit traité de glottophagie*), alors que peu d'auteurs reviennent sur le contenu de ses analyses. Il nous a semblé important, au sein de ce numéro, de revenir à cet ouvrage historique, en proposant à son auteur un entretien. Au fil de la discussion, nous revenons sur les circonstances de la rédaction et de la publication de *L&C*, sur sa postérité, également sur un certain nombre de malentendus qu'il a pu faire naître.

**1974. Retour sur les circonstances d'écriture et de publication de  
*Linguistique et colonialisme***

CVDA : « Linguistique et colonialisme » est un ouvrage de jeunesse pourrait-on dire, tu avais une trentaine d'année quand tu l'as publié, il est aussi l'un de tes premiers ouvrages. Dans la préface que tu as écrite à la réédition en poche de 2002, tu reviens sur les circonstances de rédaction de ce livre, comment cela a croisé à la fois une certaine pratique de journalisme militant (écrire sur la chanson régionale minoritaire par exemple), une réflexion théorique linguistique, et aussi une pratique de la linguistique appliquée (formation des professeurs et composition d'une grammaire bambara au Mali). Pourrais-tu revenir encore davantage sur les circonstances et de composition de l'ouvrage et de publication : le rapport à un certain contexte politique, à un contexte académique, la façon dont cette publication croise ton parcours intellectuel et militant à ce moment-là ?

LJC : En fait la première réédition, en format de poche, date de 1979, et j'avais rédigé en 1978 une préface à cette réédition qui s'intitulait *Quatre ans après*. Puis le livre est ressorti en grand format en 1988, avec une préface dont le titre est *De la glottophagie à la politique linguistique*. Et j'ai effectivement écrit en 2001 une nouvelle préface pour l'édition de 2002. Ces trois textes sont un peu comme des strates, des couches géologiques, une sorte de réévaluation cyclique de mes thèses, mais puisque tu m'interroges sur le troisième, allons-y.

Lorsque j'ai commencé à écrire *L&C*, au tout début des années 1970, je vivais en France depuis à peine dix ans (j'ai passé les 18 premières années de ma vie en Tunisie) et je venais de découvrir le Mali, où j'avais en 1969 et 1970 encadré des stages de formation de maîtres, et travaillé pour l'UNESCO en 1971, pour la grammaire du bambara à laquelle tu fais allusion. C'est le choc entre ma longue expérience de la Tunisie et cette découverte de l'Afrique qui est à l'origine du projet. En travaillant sur ce thème, j'en suis venu au colonialisme intérieur, et il y a là deux catalyseurs importants. En premier lieu mes rapports avec Yves Rouquette, militant occitan qui s'occupait de la maison de disque Ventadorn, ainsi que ma rencontre avec différents chanteurs occitans (Patrick, Marti), bretons (Alan Stivell), ou alsaciens (Roger Sieffer). En second lieu j'ai beaucoup discuté avec Yves Person, qui était professeur d'histoire africaine à la Sorbonne et qui était par ailleurs militant de la cause bretonne. C'est lui qui a dirigé le numéro des *Temps Modernes* dans lequel j'ai publié un article qui deviendra ensuite l'un des chapitres de *L&C*. Mais toutes ces rencontres, avec Rouquette, Person, les chanteurs, nous ramènent à l'hebdomadaire *Politique Hebdo* dans lequel j'écrivais régulièrement sur la chanson (dont la chanson en langues régionales), le Larzac, les luttes des minorités (j'avais par exemple interviewé des responsables de l'IRA et de l'ETA). Il y a là une sorte de bouillon de culture, et si j'ai ensuite pris mes distances avec l'ETA par exemple, qui semblait regretter Franco et voulait continuer la lutte armée après le retour de la démocratie en Espagne, je n'ai nullement renié ce que j'écrivais sur les langues minoritaires de l'hexagone. Simplement, en quarante ans, les situations ont évolué. On peut regretter ce que révèle par exemple le recensement de 1999 sur la transmission des langues de migrants et des langues régionales, mais les faits ont la vie dure. On y apprend que 26 % des Français ont été élevés par des parents qui parlaient à la maison une autre langue que le français, et que le taux de transmission de ces langues va pour les langues de migrants de 86 % pour le turc à 25 % pour le polonais, et pour les langues régionales de 45 % pour l'alsacien à 10 % pour le breton. C'est-à-dire que les langues de migrants se transmettent plus que les langues régionales et que leur transmission est d'autant plus importante que la migration est récente. Quant aux langues régionales, leur taux de transmission est en constante diminution. C'est dans ce contexte qu'il faudrait réévaluer la situation et réfléchir à une politique. Ce qui ne m'empêche pas de trouver lamentable la position de la France par rapport à la charte européenne des langues.

*CVDA : Pourrais-tu revenir aussi sur les lectures qui te nourrissaient à l'époque et qui ont pu nourrir ta réflexion dans la composition de cet ouvrage ?*

LJC : Pour ce qui concerne mes lectures de l'époque, elles étaient nombreuses et la bibliographie de *L&C* en rend en partie compte. Plus intéressante est peut-être la situation théorique dans laquelle je me trouvais. J'avais fait une thèse de lexicographie (sur les sigles) avec André Martinet, j'enseignais à la Sorbonne dans une ambiance très « fonctionnaliste » (Martinet avait baptisé son structuralisme *linguistique fonctionnelle*) et j'étais en désaccord avec cette approche des faits linguistiques que je trouvais coupée des pratiques sociales. Je lisais Meillet, bien sûr, et les premiers textes de Labov en anglais. Mais, surtout, j'étais très marqué par Sartre et Barthes. Sartre qui, à propos de Foucault je crois, avait dit que le structuralisme était le dernier rempart de la bourgeoisie contre le marxisme, et Barthes qui était pour moi à l'époque le seul à utiliser un peu les instruments de la sémiologie et de la linguistique pour mener une critique de la société.

*CVDA : Tu parles, toujours dans cette préface de 2001, d'une « analyse scientifico-militante des pratiques linguistiques de la colonisation ». Pourrais-tu revenir sur l'association de ces deux termes, l'ancrage scientifique et l'ancrage militant, qui ont présidé à l'écriture de L&C ?*

LJC : J'ai toujours considéré que le scientifique ne pouvait pas rester dans sa tour d'ivoire, dans son laboratoire, qu'il devait en quelque sorte remplir une fonction séculière. Je vais aligner des lieux communs, mais parler des langues c'est aussi parler de la société dans laquelle on les utilise, et dans *L&C* je parlais, en linguiste, de la colonisation. D'autres auraient pu aborder d'autres versants de la colonisation, on aurait pu imaginer des travaux sur « droit et colonisation », « religion et colonisation »... J'étais linguiste, je traitais de ce que je connaissais, de ce que j'avais étudié. Du même coup je prenais position dans un domaine dont on ne parlait pas beaucoup à l'époque, celui des politiques linguistiques, domaine sur lequel je n'ai pas cessé de travailler ensuite. Je m'investis beaucoup en ce moment dans des opérations visant à l'introduction de certaines langues nationales africaines dans l'enseignement primaire. Mais pour cela il faut bien sûr avoir des partenaires. On ne parachute pas des linguistes, comme la légion à Kowelzi<sup>1</sup>, pour rétablir un ordre linguistique démocratique, il faut qu'il y ait une demande endogène, une prise de conscience endogène, et cela prend du temps.

Mais, de façon plus large, les liens entre la science et la politique ne sont pas seulement militants, je veux dire pas seulement conscients, ou choisis.

Je vais prendre un exemple contemporain que tous les linguistes comprendront. Nous avons assisté en un siècle à une grande mutation dans les pays arabes, un passage du panarabisme aux nationalismes, de l'idéologie de la *umma*, d'une unité arabe, à un renforcement des identités nationales. Parallèlement nous avons eu une linguistique que je dirais « nasserienne », qui s'intéressait essentiellement à l'arabe standard, considéré comme facteur d'unification, et nous constatons aujourd'hui que les linguistes arabes ou arabisants travaillent surtout sur la variation nationale ou régionale. Nous voyons même apparaître une sorte de tic : on étudie partout la variable /q/. On peut bien sûr définir ces rapports entre la politique et la science de différentes façons. Considérer que les tenants de l'arabe standard étaient sciemment le bras armé linguistique du panarabisme, ou considérer qu'ils étaient le produit d'une idéologie dans l'air du temps. Mais, de toute façon, ils n'étaient pas neutres. C'est cela qui me paraît important et qui continue, pas seulement bien sûr dans le domaine des études arabes. Mais pour rester dans ce domaine, il y a vingt ans, quand je soulignais l'importance des « dialectes » arabes et du berbère, certains de mes étudiants me soupçonnaient de vouloir diviser la « nation arabe ». Aujourd'hui, devenus chercheurs, la plupart d'entre eux travaillent sur ces « dialectes ». Il me paraît intéressant d'étudier et de théoriser ces rapports entre idéologies politiques et approches scientifiques.

*CVDA : En 1973, tu publies un article dans un numéro spécial des Temps modernes sur les minorités nationales en France. Le numéro est dirigé par Yves Person et il rassemble des articles rédigés essentiellement par des chercheurs et militants des langues régionales (occitan, breton, basque, catalan, corse)<sup>2</sup>, ouvrant notamment sur un article de Robert Lafont. Ton article est intitulé « Le colonialisme linguistique en France ». Comment te situes-tu à l'époque par rapport à la notion de « colonialisme intérieur » (voir dans ce numéro de Glottopol, l'article de Christian Lagarde, qui revient sur cette notion) utilisé notamment dans les milieux occitanistes à partir des années 60 ? Tu parles à ce propos, dans la préface de 2002 toujours, de « discours bien pensants », prenant donc largement tes distances, mais à l'époque qu'en était-il ?*

<sup>1</sup> En mai 1978 fut menée par la Légion Etrangère une opération aéroportée dans la ville minière de Kowelzi au Zaïre (maintenant République du Congo Démocratique) pour délivrer des otages européens aux mains de rebelles katangais.

<sup>2</sup> *Les Temps modernes*, n°324-325-326, août-septembre 1973.

LJC : Peut-être écrirais-je aujourd'hui « discours politiquement corrects » plutôt que « bien pensants ».

Je disais de façon je crois assez claire que la formule *colonialisme intérieur* était une métaphore efficace mais que, politiquement, économiquement et culturellement on ne pouvait pas comparer la Bretagne ou la Catalogne à la Centrafrique ou à l'Algérie. Ce qui n'enlève rien au fait, je l'écrivais aussi, que les Bretons ou les Catalans ont un droit imprescriptible à leurs langues et à leurs cultures. Mais le problème est de savoir comment passer des discours aux actes, et aussi à quel niveau politique les revendications doivent s'exprimer. Il est assez logique de réclamer au niveau national que la France ratifie la *Charte européenne des langues régionales ou minoritaires* (même si je regrette que cette charte ne prenne pas en compte les langues de migrants) et François Hollande s'est engagé à le faire. Mais, dans le cadre de la décentralisation, je crois que c'est désormais au niveau régional qu'il faut aborder le problème des langues et cultures régionales. Disant cela, je ne crois pas prendre « largement mes distances », je réfléchis simplement en termes stratégiques sur des questions de politique linguistique.

CVDA : *Te souviens-tu de la façon dont a été reçue la publication de L&C immédiatement à sa sortie ?*

LJC : Il a eu un certain écho dans la presse, pas seulement française mais aussi espagnole, israélienne, pour ce dont je me souviens, il a été traduit assez vite dans plusieurs langues (allemand, italien, espagnol, serbo-croate...). Mais surtout il a, je crois, eu un effet sur les discours. S'il m'est permis de me citer, je reprends la fin de la préface de 2002 : « *Je crains que cette analyse ne montre que mon livre a plus agi sur les discours que sur les pratiques, qu'il a alimenté des dénonciations, des prises de position, en un mot des postures plus que des actions. Ce qui signifierait qu'il reste encore beaucoup de choses à faire* ». Et ces « choses à faire » concernent les locuteurs, qui devraient être les premiers acteurs, au niveau personnel d'abord, en transmettant par exemple les langues à leurs enfants, et au niveau politique régional.

Pour revenir à l'effet de *L&C* sur les discours, il faut se replonger dans cette époque : on parlait plus de « dialectes » africains que de langues, et en Afrique même beaucoup parlaient de leur « patois ». Le mot *dialecte* servait à dévaloriser la langue de l'autre, des phrases comme « ce n'est pas une langue c'est un dialecte » étaient quotidiennes. Là aussi j'aligne des lieux communs, mais il fallait décoloniser les esprits, faire comprendre aux gens que ce qu'ils parlaient avait la même dignité que les langues des colonisateurs. Sur ce plan au moins, *L&C* a remis les pendules à l'heure, rappelant qu'un dialecte n'était pas une sous-langue, qu'il n'y avait pas de sous-langues. C'est un lieu commun aujourd'hui mais à l'époque ce n'était pas évident, même pour les linguistes.

## **Linguistique ET colonialisme, quels sont les liens ?**

CVDA : *Le propos d'ensemble du livre, tel qu'il est énoncé dans l'introduction rédigée en 1974, et reprise en quatrième de couverture de l'édition de poche est : « montrer [...] comment l'étude des langues a toujours proposé, au bout du compte, une certaine vision des communautés linguistiques et de leurs rapports, et comment cette vision a pu être utilisée pour justifier l'entreprise coloniale ». Tu précises qu'il s'agit de montrer le lien entre l'étude des langues et « les phénomènes d'expansion impérialiste ».*

*J'aurais tendance à prendre la question du lien entre science linguistique et colonialisme un peu différemment, à partir de la constatation, que fait aussi Errington dans Linguistics in*

a colonial world (2008), *que toutes les entreprises coloniales sont accompagnées par des travaux de description linguistique des langues « exotiques », au point comme le dit Errington que les textes de description linguistique forment une partie importante des archives coloniales. Pourrais-tu revenir là dessus, sur ces liens entre description des langues et entreprise coloniale, et sur la façon dont tu les conçois ?*

LJC : Il est intéressant de comparer la liste des langues africaines que l'on enseigne aujourd'hui à l'INALCO (Institut National des Langues et Civilisations Orientales) à Paris et à la SOAS (School of Oriental and African Studies) à Londres. À Paris on peut apprendre l'amharique, le bantou, le berbère, le haoussa, le malgache, le mandingue, le peul, le soninké, le swahili, le tigrinya, le wolof et le yoruba (je conserve l'orthographe du nom de ces langues qui apparaît sur le site de l'INALCO). À Londres l'afrikaans, l'amharique, le hausa, l'igbo, le somali, le swahili, le yoruba et le zoulou. Il y a entre ces deux listes des langues communes (amharique, hausa, swahili, yoruba) et d'autres spécifiques. Reportons ces dernières langues sur une carte de l'Afrique, nous voyons qu'elles sont parlées les unes dans l'Afrique anciennement colonisée par la France et les autres par l'Afrique anciennement colonisée par la Grande Bretagne. Il y a ainsi, du point de vue de l'enseignement des langues africaines, une sorte de partage post-colonial de l'Afrique : on peut par exemple apprendre le berbère à l'INALCO mais pas à la SOAS, et l'Afrikaans à la SOAS mais pas à L'INALCO...

Ceci dit, avant d'enseigner des langues il faut d'abord les décrire. Et la généalogie de la linguistique africaniste française est elle-même pleine d'enseignements. Il y a au départ deux « populations » de descripteurs : les prêtres d'une part, les administrateurs coloniaux (qui sont parfois des militaires) d'autre part.

Dans le premier cas les descriptions ont une finalité claire : apprendre une langue pour des raisons de prosélytisme : on va prêcher dans les langues locales, rédiger des catéchismes, etc. Ces curés-descripteurs n'avaient pas une formation de linguiste, et à l'époque d'ailleurs la linguistique était une science embryonnaire. Ils connaissaient en général le grec et le latin, et se débrouillaient comme ils pouvaient. Mais ils préfigurent une autre génération, celle du SIL (Summer Institute of Linguistics). Il s'agit alors de linguistes formés, le plus souvent des évangélistes américains, qui décrivent les langues pour traduire la Bible et, accessoirement, en profiter pour publier des études, voire rédiger un PhD. C'est-à-dire que s'ajoute au prosélytisme une nouvelle forme d'exploitation des langues par l'homme...

Dans le second cas, nous avons un peu de tout. Un cas exemplaire est celui de Louis Faidherbe, général, administrateur colonial, en particulier au Sénégal, qui combattra El Hadj Omar, « pacifiera » la région sans états d'âme, et qui en même temps a publié de nombreuses descriptions du peul, du soninké, du sérère, du wolof... Pourquoi ? On peut imaginer que cela l'intéressait. Mais, en même temps, il était urgent de former des interprètes, de les contrôler, pour contrôler les populations colonisées... Du côté des civils, l'unique chaire de « langues africaines » de l'école nationale des langues orientales (futur INALCO) est en 1960 transformée en différentes chaires de spécialités : langues bantoues (P. Alexandre), peul (P.-F. Lacroix), mandé (M. Houis), tandis qu'à Aix-en-Provence est ouverte une chaire de linguistique africaniste (G. Manessy). Pierre Alexandre a été administrateur de la France d'outre-mer au Cameroun et au Togo avant de devenir le spécialiste des langues bantoues à l'INALCO, tout comme Pierre-François Lacroix qui y deviendra le spécialiste du peul, ou encore, dans le domaine historique, Yves Person, administrateur de la France d'outre-mer en Guinée, avant de devenir spécialiste de Samori<sup>3</sup> et professeur d'histoire africaine à la Sorbonne.

---

<sup>3</sup> Yves Person est l'auteur d'une somme monumentale (3 volumes totalisant 2377 pages) sur le personnage historique de Samori Touré (1830-1900), chef de guerre et fondateur de l'empire du Wassoulou (sud de l'actuel

De ce point de vue, on peut effectivement considérer que la constitution des études africaines en France (comme sans doute en Grande Bretagne et au Portugal) est une partie de l'histoire coloniale.

*CVDA : Pour poursuivre cette idée, on peut souligner le fait que contrairement à ce qui se passe en anthropologie culturelle mais aussi en histoire (un certain nombre de travaux anglo-saxons et français ont montré les liens entre émergence de l'ethnologie et de l'anthropologie comme science et la colonisation européenne notamment en Afrique), l'historiographie linguistique reste encore finalement très muette sur les liens entre science linguistique et colonialisme. Qu'en penses-tu ? Et pourquoi à ton avis ?*

LJC : C'est en partie vrai. Robert Philipson a publié un livre intéressant sur le même thème que *L&C*, du point de vue de l'anglais (*Linguistic imperialism*, 1992) mais, en France, on s'est en général contenté de me citer ou de me critiquer, sans beaucoup approfondir. Quant aux linguistes africains, c'est pire encore. Mon livre est souvent pour eux une sorte de bible que l'on évoque, que l'on brandit comme une amulette sans tenter d'aller plus loin. Pourquoi ? Nous sommes là au centre d'un débat entre une linguistique formelle, coupée des réalités sociales, et une linguistique qui tente au contraire d'étudier la langue dans son contexte, dans ses usages, dans les rapports de force. Le premier courant est largement dominant, et il ne se préoccupe pas de ces problèmes, qui sont dans la tache aveugle de sa vision. Les générativistes par exemple ne s'intéressent absolument pas aux rapports entre la société et les langues, et moins encore aux rapports entre le colonialisme et les langues. Quant au second courant, disons la « sociolinguistique », ou la (socio)linguistique française, il fait souvent preuve d'une sorte de pusillanimité, de manque d'audace. Nous avons plus de descriptions particulières que de grandes synthèses, plus d'applications que de théories. Pour ne prendre qu'un exemple limité, il est frappant de constater que depuis cinquante ans en France on cite l'article de Ferguson sur la diglossie, qui date de 1959, on applique son concept à différentes situations, alors que Ferguson lui-même est revenu de façon critique, trente ans après, sur cette notion<sup>4</sup>. C'est aussi de cette façon que la science avance.

Il y aurait là une étude à faire, sur l'absence d'épistémologie de l'ethnolinguistique ou de l'« anthropologie linguistique » (c'est la formule qu'utilisait Maurice Houis). On pourrait d'ailleurs envisager aussi que je fasse moi-même une analyse épistémologique de l'ouvrage dont nous parlons, *L&C*. Mais cela est une autre histoire.

*CVDA : Maurice Houis justement, qui publie Anthropologie linguistique de l'Afrique Noire, en 1971 et que tu cites aussi abondamment dans le premier chapitre de L&C, avait souligné le fait que des savants comme Maurice Delafosse<sup>5</sup> (mais qui étaient aussi partie prenante de l'entreprise coloniale) avaient « apporté une caution savante à la politique coloniale », et que cette « compromission de la science et de la politique fait partie de l'histoire de la linguistique negro-africaine » (Houis, 1971 : 30-31), mais d'une certaine manière, Houis n'a pas beaucoup été suivi dans ses analyses critiques. En même temps, à l'époque, tu te distancias de Houis dont tu trouves finalement qu'il reste en deçà, ou à côté, du problème. Tu mets à distance cette idée de « compromission de la science et de la politique » en affirmant que les sciences dites humaines, puisqu'elles ont pour objet de*

---

Mali / nord de la Guinée et de la Côte d'Ivoire), qui résista à la conquête coloniale française en Afrique de l'Ouest.

<sup>4</sup> Voir Ferguson (1991).

<sup>5</sup> Maurice Delafosse (1870-1926) fut un administrateur colonial français. Il rédigea d'importants essais d'ethnologie et de description linguistique et est considéré comme l'un des premiers africanistes français. Il fut aussi enseignant à l'Ecole Coloniale. Voir Amselle, Sibeud (1998).

*théoriser les rapports sociaux, ne peuvent pas se sortir de l'idéologie qui prend en charge ces rapports sociaux. Et tu écris : « Chaque société a la linguistique de ses rapports de production » (p.58). On voit évidemment très nettement l'inscription marxiste de cette affirmation. Peux-tu revenir aujourd'hui sur cette affirmation et la façon dont tu la mettrais en mot, peut-être en prenant tes distances justement avec une certaine formation discursive dans laquelle elle se coule à ce moment là ?*

LJC : En ce qui concerne Houis, je le citais, évidemment, j'avais aussi discuté avec lui de tout ça (et bien sûr du bambara), nous avons de bonnes relations et il sera plus tard dans mon jury de thèse d'Etat. Je ne le critiquais pas vraiment dans *L&C* mais je soulignais deux choses :

- D'une part ce qu'il signalait avec raison n'était qu'un moment de l'histoire des rapports entre description des langues et le colonialisme, qu'il y avait une première phase, pré-coloniale : je songeais essentiellement à Gobineau.
- D'autre part que critiquer ponctuellement ce qu'il appelait la « compromission de la science et de la politique » était une façon de passer à côté d'une analyse plus large et plus profonde, ce que j'exprimais par la phrase « *chaque société a la linguistique de ses rapports de production* », phrase qui avait d'ailleurs été reprise dans un article consacré, dans *Le Monde*, au bouquin.

Quant au marxisme que tu décèles derrière la formule « *chaque société a la linguistique de ses rapports de production* », ce n'est pas un secret, rien n'est caché (je m'amuse en utilisant « caché » par référence à l'étymologie du verbe *déceler*). Je dirais même que je me considère aujourd'hui comme un marxiste non repent. Faut-il rappeler qu'il n'y a que très peu de rapports entre le marxisme, qui reste pour moi un instrument d'analyse important, et ses pseudos traductions politiques qu'ont été le communisme et le stalinisme ? J'ai parlé plus haut de l'influence qu'ont eue sur moi Barthes et Sartre, j'ai ensuite suivi de près les travaux du sociologue Pierre Bourdieu, qui d'ailleurs écrivait aussi, comme tu sais, sur la langue. Ce que j'essaie d'expliquer, c'est que j'étais dans un ensemble de relations, une sorte de réseau de gens qui réfléchissaient à tous ces problèmes de relations entre langues et société.

CVDA : *La piste que tu proposais de suivre à ce moment là est la suivante : « Comment retrouve-t-on dans la théorie du langage et des langues tout à la fois la trace d'une représentation idéologique des rapports entre les diverses communautés et le germe d'une pratique ultérieure dont cette représentation serait l'un des constituants » (p. 49) Depuis quelques années en sociolinguistique est apparu un intérêt pour la question des idéologies linguistiques (qu'on pourrait définir à la suite de Silverstein comme « des ensembles de croyances au sujet du langage entretenues par les locuteurs en tant que rationalisations ou justifications de la façon dont ils perçoivent la structure et l'emploi de la langue qu'ils parlent »<sup>6</sup>). Ce n'est pas tout à fait dans ce sens là que tu utilises le terme d'idéologie. Peux-tu revenir sur cette utilisation ?*

LJC : Tout d'abord le syntagme *idéologies linguistiques* est un peu un fourre-tout. Certains parlent de représentations linguistiques, d'autres d'épilinguistique, de sentiments linguistiques, d'imaginaire linguistique, voire d'insécurité linguistique. Et la définition de Silverstein me paraît à la fois intéressante et idéaliste, car elle laisse de côté le principal, en amont de ces « ensembles de croyances » : leur production sociale. Ce qui nous ramène à ce que j'ai dit plus haut à propos de Houis. Quand je parlais de *représentation idéologique*,

---

<sup>6</sup> « any sets of beliefs about language articulated by the users as a rationalization or justification of perceived language structure and use » (Silverstein, 1979 : 173).

c'était évidemment en termes marxistes, par référence à l'idéologie dominante. La notion de *représentation* n'existait pas encore en linguistique à cette époque, et l'on ne peut pas faire la cuisine dans les marmites de l'avenir.

*CVDA : Quand tu publies L&C, personne jusqu'alors n'a réellement travaillé sur ces questions. On peut citer l'article de Françoise Raison-Jourde, quasi contemporain (1977), qui repose sur une étude précise et de première main qui revient aux sources des travaux de linguistique missionnaire à Madagascar, et dont le titre (« L'échange inégal de la langue ») souligne une position critique identique à la tienne.*

*À la même époque aussi, c'est chez les chercheurs en littérature, spécialiste du XVI<sup>e</sup> siècle, et s'intéressant aux écrits européens sur le Nouveau Monde, notamment dans les travaux précurseurs de Greenblatt (1976) que l'on peut trouver ce genre de préoccupations.*

*Il faut ensuite attendre une dizaine d'années et les travaux de Johannes Fabian pour que réellement cela devienne un objet de recherche, et notamment pour les anthropologues spécialistes de l'Afrique, mais plus particulièrement les anthropologues anglo-saxons (je pense à Judith Irvine par exemple). Peu de travaux en France sur ces questions jusqu'à récemment, pourquoi à ton avis ?*

LJC : Il y a une chose marrante, c'est que tes questions font ressurgir des choses, et parfois des visages, que j'avais oubliés. Ainsi, j'avais lu à l'époque le papier de Françoise Raison-Jourde et je crois me souvenir, mais c'est loin, qu'elle citait *L&C*, paru trois ans auparavant. Quant aux littéraires je me souviens grâce à toi de Jean Biou, que je cite effectivement dans le premier chapitre. Il était dix-huitiémiste, avait longtemps enseigné à Alger, et enseignait à l'époque à Nantes. Nous jouions un peu aux échecs lorsqu'il venait à Paris (il était beaucoup plus fort que moi...). Et nous discussions aussi beaucoup. Yves Person, que je voyais souvent et qui passait de temps en temps boire un coup chez moi, est arrivé un jour, début 1974, alors que mon bouquin était sous presse, avec Robert Lafont, professeur de linguistique à Montpellier, militant occitan. Nous parlions de politique en général, des minorités, et je m'étais gentiment moqué de lui parce qu'il voulait être candidat à l'élection présidentielle... Tous ces souvenirs qui remontent me font penser qu'il y avait à l'époque beaucoup de gens qui pensaient un peu dans le même sens. J'ai peut-être en partie synthétisé ce qui d'une certaine façon était dans l'air ambiant.

Quand je te disais que tes questions faisaient remonter des bribes de passé, je me souviens encore qu'au printemps 1974, quelques semaines après la parution du livre, j'étais allé à Brazzaville. Annie Le Pallec, une jeune linguiste qui y enseignait à l'université, m'avait dit quelque chose comme « *tu a fait le bouquin qu'il fallait au moment qu'il fallait* », et ce n'était pas nécessairement un compliment, plutôt l'idée justement que j'étais dans l'air du temps, voire opportuniste. Et un linguiste congolais, Antoine Ndinga, qui était ou allait être ministre de l'éducation, avait fait une longue introduction à une conférence que je donnais, parlant à tous les coins de phrase de « linguistique militante ». Dans tout cela il y a peut-être un début de réponse à ta question sur l'absence « de travaux en France sur ces questions jusqu'à récemment ». D'une certaine façon j'avais coupé l'herbe sous le pied à beaucoup de gens qui, confusément peut-être, pensaient dans le même sens. On a beaucoup dit et écrit que ce livre était « précurseur », mais il répondait sans doute à quelque chose de latent, exprimait avec mon style, mon expérience, ma culture et ma biographie ce à quoi d'autres étaient en train d'arriver par d'autres chemins.

## « Glottophagie »

CVDA : Tu as sous-titré ton ouvrage « Petit traité de glottophagie », utilisant un néologisme assez accrocheur qui sera souvent repris. Il semblerait que l'idée de ce terme te soit venue à la lecture de l'article de Jean Biou « Lumières et anthropophagie » (1972) dont le propos était que « la seule façon, pour le XVII<sup>e</sup> siècle, d'admettre des cultures différentes, était de les introduire dans le système européen de coordonnées, de les déglutir » (cité in L&C, p.47). Dans la notion d'anthropophagie, il y a aussi l'idée de s'approprier, en l'ingérant, la force de l'autre, ses qualités. C'est l'idée que tu suis par exemple en disant que dans le rapport du français aux dialectes au seizième siècle, on trouve une « trace de glottophagie », le français s'est nourri des autres dialectes de France, qui l'ont enrichi en disparaissant (et ça me rappelle les affirmations de Jean Bernabé qui dit que la pratique littéraire du créolisme enrichit le français qui ingère, même si ce n'est pas le mot qu'il utilise, le créole, au détriment du créole, autre trace de glottophagie).

« Glottophagie » a pu être compris, à la suite de cette première utilisation que tu en as fait, comme le fait que les Européens seraient responsables de la mort de langues en contexte colonial, au même titre qu'ils perpétrèrent des génocides, d'où glottophagie compris comme glotto-cide. Ce n'est tout à fait (ou pas du tout) l'utilisation que tu en faisais, écrivant à propos de glottophagie, et je ne crois pas que tu te soucies de « mort des langues » (tu ironises d'ailleurs beaucoup à ce propos, parlant des « analyses sommaires qui se traduisent dans des revendications de défense des langues menacées comme on défend des bébés phoques, sans se demander quelle est l'utilité sociale de ces langues », p.18). Tu écrivais, en forgeant le mot de glottophagie : « les langues des autres [...] n'existent que comme preuve de notre supériorité », c'est-à-dire, si je te suis, que la science linguistique européenne a été chercher en intégrant à son corpus les langues « exotiques » des preuves de la supériorité des langues européennes sur les autres langues du globe, servant des arguments à une hiérarchisation des peuples ; ce qui peut aboutir aussi à une autre affirmation, se recentrant sur la pratique scientifique : la science linguistique, qui s'est constituée en Occident, a « gagné » (en légitimité, force) en intégrant les langues extra-occidentales à son corpus, mais les langues extra-occidentales, et leurs locuteurs, eux, n'y ont rien gagné. Reprendrais-tu aussi cela à ton compte ? Et pourrais-tu revenir sur cette notion de glottophagie, qui a pu parfois être mal comprise, et expliciter comment tu l'entendais et comment tu l'entends maintenant ?

LJC : Pour ce qui concerne l'origine de *glottophagie*, j'ai déjà parlé de Jean Biou, qui était un ami, même si j'ai perdu sa trace (tout cela est bien loin !). Mais si nous avons des idées en commun il n'a pas, je crois, joué le moindre rôle dans la naissance du terme. D'ailleurs il n'aurait sans doute pas accepté ce néologisme : je crois que pour un bon helléniste *glossophage* serait plus correct. Mais derrière les mots il y a les concepts, et ce que tu dis de ce que dit Bernabé me paraît à la fois juste et caractéristique de l'effet de L&C sur les créolistes. Je pense en particulier à Lambert-Felix Prudent qui, en 1980, citait au début du premier chapitre de son *Des baragouins à la langue antillaise* le passage de L&C que tu as repris à propos de la linguistique et des rapports de productions.

Le processus de glottophagie est-il une production des Européens ? Les choses ne sont pas aussi simples. Je sais, et certaines de tes questions en témoignent, qu'on dit parfois que j'ai retourné ma veste, et ma formule sur les bébés phoques n'a pas arrangé les choses. Mais je ne suis ni le Kouchner ni le Besson de la linguistique. Simplement je crois qu'en décrivant les phénomènes de glottophagie j'étais incomplet. Non, les occidentaux ne sont pas les seuls responsables de la lente disparition des langues « exotiques », pas plus que les Jacobins ne sont les seuls responsables de la lente disparition des langues régionales. Il est à la mode, depuis quelques années, de souhaiter la diversité linguistique, de regretter la « mort des

langues », mais le point de vue du scientifique est autre : pourquoi et comment des langues disparaissent-elles (et, corrélativement, pourquoi et comment d'autres apparaissent-elles) ? Je vois au moins trois facteurs qui peuvent constituer des éléments de réponse, le premier écolinguistique, le second sociologique et le troisième politique. La glottophagie relève du troisième, mais je vais développer un peu les deux autres.

J'ai analysé dans mes *Essais de linguistique* la différence entre *croissance exponentielle* et *croissance logistique*, et j'ai tenté de montrer comment cette distinction pouvait expliquer les différences entre la croissance de la population humaine et la baisse de la population linguistique. Je vais prendre une comparaison plus simple. Si nous mettons un couple de lapins sur une île déserte, ils vont se multiplier librement et, comme on sait, avec une grande rapidité, selon une courbe exponentielle. Mais il arrivera un moment où l'herbe disponible sur l'île ne suffira plus à nourrir les lapins, et leur croissance va se ralentir, puis s'arrêter. C'est ce qu'on appelle en génétique des populations la résistance du milieu, la croissance va alors s'aplanir selon une courbe logistique. Tout se passe aujourd'hui comme si la « population des langues » était dans cette situation : il y aurait en bref plus de langues que le système actuel de communication mondiale ne peut en « nourrir ». C'était donc, rapidement évoqué, le facteur écolinguistique.

Il est lié bien sûr au facteur sociologique. Les langues ne disparaissent pas par l'opération du Saint-Esprit, elles n'existent que par les gens qui les parlent, et ces locuteurs sont insérés dans des rapports sociaux dans lesquels les langues ont un « poids », une fonction sociale, une efficacité, une attraction. Ces locuteurs donc transmettent ou ne transmettent pas leur langue première à leurs enfants, parce qu'ils pensent qu'elle leur sera ou ne leur sera pas utile, parce qu'ils considèrent comme important ou sans intérêt de conserver une certaine culture, etc. Et le facteur idéologique et politique interfère avec les deux précédents. Certaines politiques linguistiques conscientes ou inconscientes relèvent de la glottophagie, du jacobinisme, mais il y a aussi des politiques linguistiques individuelles ou familiales. Il faut ici rappeler la phrase d'Yves Rouquette que je citais tout à la fin de mon livre : « *Bilingues tant que vous voudrez ; mais de première langue occitane. C'est ça ou la liquidation finale* ». Il y a là un bon résumé de ce que je pense de la responsabilité individuelle, des politiques familiales, ce qui n'exonère bien sûr en rien les politiques étatiques.

## Linguistique et colonialisme – 40 ans après

CVDA : L&C est à la fois un ouvrage très cité dans des travaux académiques (517 occurrences sur Google Scholar) et à la fois très peu réellement utilisé quant à ses contenus, ses analyses ... comme si le simple fait de citer le titre et le sous-titre « petit traité de glottophagie » suffisait, faisait autorité. Qu'en penses-tu ?

LJC : J'ai déjà pas mal développé ce point : le livre a été utilisé comme un bréviaire et même si certains l'ont détesté, pour des raisons surtout politiques, ils ne l'ont pas évalué scientifiquement.

CVDA : Tu dis, toujours dans ta préface de 2001, que tu ne te reconnais pas bien souvent dans la façon dont certains jeunes lecteurs interprètent ton livre. Pourrais-tu en dire un peu plus ? Tu dis aussi que tu regrettes que ce livre ne soit pas lu pour ce comme quoi tu le considères : une incitation à l'action et non pas un aboutissement. Saurais-tu expliquer, politiquement, académiquement, ce qui a ainsi « figé » cet écrit ?

LJC : Question compliquée ! Cela ferait sans doute du bien à mon ego de penser que si L&C a été « figé », c'est parce qu'il était indépassable. Mais ce n'est absolument pas le cas. En fait je crois que j'ai toujours eu la fibre théorique, que chaque fois que j'ai travaillé sur le terrain, sur les marchés plurilingues ou sur la ville d'Alexandrie pour ne prendre que deux exemples, c'était pour en tirer des conclusions théoriques. Et ce n'est pas nécessairement la tendance chez certains jeunes linguistes se réclamant de la « sociolinguistique » : la théorie n'est pas au premier plan, ou du moins ils se sentent peut-être écrasés sous le poids de la théorie des autres, et ne la mettent pas en question. Par ailleurs, effectivement, j'aurais aimé inciter à l'action, c'est-à-dire à la prise en charge par les communautés linguistiques elles-mêmes de ces problèmes, ce qui a été rarement le cas en Afrique, contrairement à ce qui s'est passé chez les Catalans par exemple.

*CVDA : Ne penses-tu pas notamment que la tonalité ou le ton de l'ouvrage sont en fait responsable de cette lecture dans laquelle maintenant tu ne te reconnais pas ? Johannes Fabian par exemple écrivait en note à un article qu'il a publié en 1983 que ton ouvrage était « sometimes given to sweeping generalizations » (Fabian, 1983 : 183), ce qui peut être aussi un euphémisme ou une manière polie de dire les choses. Ce que je veux dire c'est que : ne penses-tu pas que le ton toujours critique, dénonciateur, voire parfois pamphlétaire, de ce livre soit en partie responsable d'une utilisation comme argument d'autorité plutôt que comme incitation à se mettre au travail et à penser ? En même temps, de mon propre point de vue, c'est faux. Moi ce petit livre, il me donne toujours envie de travailler, mais aussi parce que son ton m'agace ! Mais aussi je me dis, c'est un livre écrit en 1974 dans un contexte particulier, par un homme jeune et militant, donc c'est le livre de cette époque là. Dès lors, les chercheurs trouvent que tu t'adonnes aux « sweeping generalizations » et les militants s'emparent du propos pour dénoncer la glottophagie...*

*Pour prendre un exemple, dans l'introduction de 1974, tu écris : « la linguistique a été jusqu'à l'aube de notre siècle une manière de nier la langue des autres peuples, cette négation, avec d'autres, constituant le fondement idéologique de notre « supériorité », de la supériorité de l'Occident chrétien sur les peuples « exotiques » que nous allions asservir joyeusement ».*

*Pourrais-tu revenir sur cette déclaration assez frontale, qui guide en fait l'écriture de l'ensemble de ton ouvrage, et sur ce qu'elle veut dire, pour toi, mais aussi dans le contexte politique et académique, en 1974 ? sur la façon dont on pourrait relier ça aussi à un certain mépris (mais peut-être aussi une méfiance) que tu aurais pour les « tâcherons » (c'est un mot que tu utilises) descriptivistes à l'époque contemporaine. Je pense aussi au concept de « grammatisation » qu'a forgé Sylvain Auroux au début des années 1990, qui bien sûr n'en fait pas un concept militant (même s'il souligne l'eurocentrisme du phénomène). Joseph Errington dans *Linguistics in a colonial world* (2008) dit aussi cela, de façon très différente, à partir d'analyses dont certaines portent sur des situations anciennes liées à la « découverte » du « Nouveau Monde » par les Européens.*

LJC : Commençons par Auroux. Ses notions de « grammatisation » mais aussi d'« hyperlangue » (à propos du Brésil) ne sont certes pas des concepts militants mais, à mes yeux, constituent une avancée fondamentale du point de vue de la sociolinguistique, même si ce n'était pas nécessairement son propos. Nous sommes avec Sylvain dans de la vraie théorie, ce qui manque beaucoup trop à mes yeux chez certains de mes « disciples ». Quand je lis Auroux, je réfléchis. Quand je lis la plupart des sociolinguistes français je suis un peu agacé par l'absence d'appel à la réflexion.

Quant à mon ton, je veux bien plaider coupable, mais on ne se refait pas. J'ai toujours considéré que la linguistique, étudiant un « fait social », la langue, devait être une science sociale, ce pourquoi je n'aime guère le projet même d'une sociolinguistique. Mais faire de la

linguistique une science sociale implique d'une part que nous constituions un appareil heuristique et d'autre part, du moins à mes yeux, que nous précisions notre position face à la société. Je ne crois pas à la neutralité de la science, et ce que j'ai dit plus haut sur les rapports entre panarabisme et linguistique arabe le montre bien. Alors oui, l'occident a longtemps vécu sur l'illusion de sa supériorité, dans tous les domaines : culturel, économique, religieux... et linguistique. Le passage que tu cites me fait penser à un incident marrant : un africain m'a un jour agressé, disant que j'étais un affreux colonialiste parce que j'avais écrit « *les peuples « exotiques » que nous allions asservir joyeusement* ». C'était l'adverbe *joyeusement* qui prouvait que j'étais colonialiste ! Alors, « *sweeping generalizations* »? Peut-être, mais il faut argumenter sur le fond, dire en quoi je généralise et en quoi je serais trop rapide. Toi-même parle de « déclaration assez frontale », ou d'un « certain mépris ». Andrée Tabouret-Keller, que j'aime et admire beaucoup, a un jour écrit que je me posais en m'opposant. Sa formule est peut-être juste, j'ai peut-être tendance à déconstruire, mais c'est aussi ma façon de pratiquer l'épistémologie.

CVDA : *La conclusion de ta préface de 2001 a une tonalité désenchantée* : « ce livre constituait une intervention sur les situations linguistiques [...] De ce point de vue, il faudrait faire un jour (et peut-être le ferai-je) une analyse des effets de cette intervention sur les politiques linguistiques dans les anciennes colonies. Je crains que cette analyse ne montre que mon livre a plus agi sur les discours que sur les pratiques, qu'il a alimenté des dénonciations, des prises de positions, en un mot des postures, plus que des actions. Ce qui signifierait qu'il reste encore beaucoup de choses à faire ».

*Aurais-tu quelques éléments justement sur les effets de cette intervention sur les politiques linguistiques dans les anciennes colonies, qui pourraient servir de point de départ à une possible analyse ? Restes-tu sur cette ligne désenchantée ?*

LJC : De façon générale je suis un pessimiste optimiste, ou un optimiste pessimiste. Je suis effectivement agacé lorsque j'entends depuis des années les mêmes déclarations sur la promotion des langues africaines et que je constate cependant que rien ne change, ou presque, dans la réalité. C'est mon aspect pessimiste : je me dis qu'on en reste aux discours. Mais en même temps, et c'est mon aspect optimiste, je suis toujours partant lorsqu'on me demande de participer à un travail pour la promotion de ces langues. Tu me demandes des éléments. Nous sommes en ce moment en train de travailler dans le cadre d'un projet de l'OIF avec des linguistes africains à l'élaboration d'une méthodologie de l'enseignement du français et de certaines langues africaines (lingala, wolof, mandingue, peul, hausa...). Une sorte d'approche contrastive qui montre aux maîtres les ressemblances et les différences entre le français et la langue des élèves et lui propose une approche, des exercices, dans les deux langues. Certains pays (le Niger, le Burkina Faso...) ont adopté cette approche, ou nous disent qu'ils l'ont adoptée. On verra. On pourrait bien sûr dire qu'il faudrait plutôt critiquer la place et la fonction du français en Afrique, mais cela relève de la politique de chacun des pays. Je ne peux intervenir que dans le respect de cette souveraineté. La critique de la politique d'un pays, si elle doit être faite, relève des citoyens de ce pays. Mais on pourrait par exemple populariser des « success stories », diffuser des petits livres racontant ce qui se fait au Brésil pour les langues indiennes qui survivent, ou ce que les « jivaros » d'Equateur font. On pourrait envoyer des linguistes ou des décideurs du Sénégal ou du Togo étudier ce qui se fait là-bas, bref susciter une information et une coopération sud-sud. Nous pourrions discuter longtemps de ça, mais cela nous éloignerait du propos de cet entretien.

## Bibliographie

- AMSELLE J.L., SIBEUD E. (éd.), 1998, *De l'orientalisme à l'ethnographie. Maurice Delafosse (1870-1926) : itinéraire d'un africaniste*, Paris, Maisonneuve et Larose.
- AUROUX S., 1992, *Histoire des théories linguistiques*, t.2, Paris, Mardaga.
- BIOU J., 1972, « Lumières et anthropophagie », *Revue des sciences humaines*, avril-juin, 176, pp.223-233.
- ERRINGTON J., 2008, *Linguistics in a Colonial World. A story of Language, Meaning, and Power*, Blackwell Publishing.
- FABIAN J., 1983, « Missions and the Colonization of African Languages. Developments in the Former Belgian Congo », *Canadian Journal of African Studies / Revue Canadienne des Études Africaines*, Vol. 17, n° 2, pp. 165-187.
- FABIAN J., 1986, *Language and colonial power. The appropriation of Swahili in the former Belgian Congo 1880-1938*, Berkeley, University of California Press.
- FERGUSON C., 1991, « Diglossia revisited », *Southwest Journal of Linguistics*, vol. 10, n° 1.
- GREENBLATT S., 1976, « Learning to curse : aspects of linguistic colonialism in the sixteenth century » dans *First Images of America: The Impact of the New World on the Old*, F. Chiappelli (ed.), University of California Press, Berkeley/Los Angeles, vol. 2, pp. 561-580.
- HOUIS M., 1971, *Anthropologie linguistique de l'Afrique noire*, Paris, PUF.
- IRVINE J., 2008, « Subjected words : African linguistics and the colonial encounter », *Language and communication*, vol.28, n°4, oct., pp.323-343.
- PERSON Y., 1968-1975, *Samori, Une révolution Dyula*, Dakar : IFAN.
- PHILLIPSON R., 1992, *Linguistic Imperialism*, Oxford University Press.
- PRUDENT L. F., 1980, *Des baragouins à la langue antillaise. Analyse historique et sociolinguistique du discours sur le créole*, Paris, Editions Caribéennes.
- RAISON-JOURDE F., 1977, « L'échange inégal de la langue : la pénétration des techniques linguistiques dans une civilisation de l'oral », *Annales*, n° 32(4), pp. 639-669.
- SILVERSTEIN M., 1979, « Language Structure and Linguistic Ideology », dans *The Elements: A Parasession on Linguistic Units and Levels*, P. R. Clyne, W. F. Hanks, C. L. Hofbauer (eds), Chicago, Chicago Linguistic Society, pp. 193-247.

# GLOTTOPOL

Revue de sociolinguistique en ligne

**Comité de rédaction** : Michaël Abecassis, Salih Akin, Sophie Babault, Claude Caitucoli, Véronique Castellotti, Régine Delamotte-Legrand, Robert Fournier, Emmanuelle Huver, Normand Labrie, Foued Laroussi, Benoit Leblanc, Fabienne Leconte, Gudrun Ledegen, Danièle Moore, Clara Mortamet, Alioune Ndao, Isabelle Pierozak, Gisèle Prignitz, Georges-Elia Sarfati.

**Conseiller scientifique** : Jean-Baptiste Marcellesi.

**Rédacteur en chef** : Clara Mortamet.

**Comité scientifique** : Claudine Bavoux, Michel Beniamino, Jacqueline Billiez, Philippe Blanchet, Pierre Bouchard, Ahmed Boukous, Louise Dabène, Pierre Dumont, Jean-Michel Eloy, Françoise Gadet, Marie-Christine Hazaël-Massieux, Monica Heller, Caroline Juilliard, Jean-Marie Klinkenberg, Jean Le Du, Marinette Matthey, Jacques Maurais, Marie-Louise Moreau, Robert Nicolaï, Lambert Félix Prudent, Ambroise Queffélec, Didier de Robillard, Paul Siblot, Claude Truchot, Daniel Véronique.

**Comité de lecture pour ce numéro** : Pascale Barthélémy, Claude Caitucoli, James Costa, Laurent Demanze, Maria do Céu Fonseca, Michel Jourde, Jean de Dieu Karangwa, Philippe Martel, Bruno Maurer, Didier Péclard, Anna Pondopoulo, Alain Ricard, Henri Tourneux, Gérard Vignier.

Laboratoire Dysola – Université de Rouen  
<http://www.univ-rouen.fr/dyalang/glottopol>

ISSN : 1769-7425